

Indien het bedrag met toepassing van het eerste lid op een centgedeelte van een euro eindigt, wordt tot de hogere of lagere volle euro afgerond naargelang het centgedeelte al dan niet 0,5 bereikt.”

Art. 13. - Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. - De minister bevoegd voor Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 10 september 2020.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH
De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media,
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/43198]

24 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise de la formation à la conduite et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20;

Vu la loi relative à la police de circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, article 23;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise de la formation à la conduite et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite;

Vu l'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 modifié par l'arrêté ministériel du 28 juillet 2020;

Vu le rapport du 3 août 2020 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 67.925/2/V du Conseil d'Etat, donné le 3 septembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 prévoit que les validités de documents et délais relatifs aux examens du permis de conduire expirant entre le 16 mars 2020 et le 29 septembre 2020 tous deux inclus était prolongé jusqu'au 30 septembre 2020 dans le but de laisser à leur titulaire le temps requis pour réaliser leurs démarches après la fin de la situation de confinement;

Considérant l'arrêté ministériel de la Région flamande du 24 mars 2020 contenant diverses mesures d'urgences de mobilité et de travaux publics, qui permet aux titulaires de permis de conduire provisoires expirés entre le 16 mars et le 30 décembre 2020 de passer valablement l'examen pratique le 31 décembre 2020;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 2020 portant sur des mesures de déconfinement en matière formation à la conduite pour limiter la prolifération du COVID-19, qui prend des mesures similaires et octroie une prolongation jusqu'au 31 décembre 2020 des validités et délais des documents liés aux examens du permis de conduire qui expirent entre le 13 mars et le 30 décembre 2020;

Considérant le projet d'arrêté royal modifiant certaines mesures relatives au permis de conduire par rapport à la crise à propos de COVID-19 qui prolonge la validité des permis de conduire provisoires jusqu'au 31 décembre 2020 ;

Considérant que l'objectif initial est de s'aligner avec les régions et le pouvoir fédéral afin de conduire à une cohérence en la matière pour le citoyen;

Considérant toutefois que reporter la date de prolongation automatique du 30 septembre 2020 à celle du 31 décembre 2020 ne permet pas de résorber de manière satisfaisante les cas de « retards », l'engorgement des plannings des centres d'examens et des écoles de conduite;

Qu'en effet, malgré la réouverture, des modalités sanitaires strictes ont été appliquées, telles que des mesures de limitation au niveau du nombre de participants, ce qui n'a pas permis une reprise totale des activités;

Qu'au vu de l'application de ces règles, le retard engendré pendant la période de suspension d'activités ne permet pas d'être rapidement résorbé;

Que ces modalités ont, à présent, été récemment assouplies, passant d'une gestion de crise à une gestion des risques, à l'instar d'autres secteurs (enseignement, transports en commun...);

Que, toutefois, la suppression de la limite du nombre de participants ne permettra pas de résorber l'ensemble du retard;

Qu'en effet, la majorité des plannings des écoles de conduite et centres d'examen sont complets jusqu'à la fin de l'année;

Qu'à cela, il y a lieu d'ajouter le terme prochain de 3 ans de l'entrée en vigueur de la réforme de la conduite, entraînant un pic d'échéances de validité et donc une augmentation d'inscriptions à prévoir;

Qu'en outre la crise liée au COVID-19 est actuellement de phase de recrudescence, de sorte que de nouvelles mesures de limitation ne sont pas à exclure;

Qu'au vu de ces éléments, une prolongation jusqu'au 31 mai 2020, équivalant à un report d'un an, au regard de la date de réouverture de la filière de formation à la conduite, paraît raisonnablement justifiée eu égard aux demandes et listes d'attente tant auprès des écoles de conduite que des centres d'examen;

Que l'allongement de la prolongation permet en effet d'aplanir considérablement la courbe de fréquentation des centres d'examens. L'objectif poursuivi étant un retour à la normale dès le deuxième semestre 2021 et que ne soit pas créée une situation d'engorgement dans les centres d'examens, ce qui pourrait indirectement rendre difficile le respect des distanciations physiques requises pour lutter contre le virus SARS-CoV-2;

Considérant que les prolongations des validités et délais des documents liés aux examens du permis de conduire passant du 30 septembre au 31 mai 2021 permettra aux centres d'examens de mieux répartir les passages des examens des candidats qui sont titulaires de ces documents, et donc de diminuer le nombre de candidats devant passer l'examen par jour et par heure;

Considérant que la diminution du nombre de candidats par jour et par heure contribue à la stratégie belge du déconfinement progressif et de l'évitement d'une éventuelle « seconde vague » de contamination due au COVID-19;

Considérant qu'il est urgent de communiquer à ce sujet avant que les citoyens titulaires de ces documents ne se pressent auprès des centres d'examen et engorgent encore plus leurs plannings inutilement;

Qu'une communication sera également effectuée envers les autres régions et le Fédéral en ce sens afin de proposer une concertation sur cette nouvelle prolongation;

Considérant que les autres régions se trouvent face à une situation similaire et que tout laisse donc à penser qu'une nouvelle prolongation au-delà du 31 décembre sera également d'application;

Considérant que l'article 2 du règlement (UE) 2020/698 du parlement européen et du conseil du 25 mai 2020 établissant des mesures spécifiques et temporaires dans le contexte de la propagation de la COVID-19 relatives au renouvellement ou à la prolongation de certains certificats, licences et agréments et au report de certaines vérifications périodiques et formations continues dans certains domaines de la législation en matière de transport prolonge déjà des délais et échéances prévus par l'article 8, paragraphes 2 et 3 la Directive 2003/59/CE;

Que sur cette base, les délais de réalisation des formations continues par les titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) expirant entre le 1^{er} février 2020 et le 31 août 2020 sont réputés prolongés pour une période de sept mois;

Considérant que l'accord multilatéral M324 du 24 mars 2020 au titre de la section 1.5.1 de l'ADR concernant les certificats de formation des conducteurs conformément au 8.2.2.8.2 de l'ADR et les certificats de conseiller à la sécurité conformément au 1.8.3.7 de l'ADR prévoit une prolongation jusqu'au 30 novembre 2020 de tous les certificats de formation pour les conducteurs de véhicules transportant des marchandises dangereuses dont la validité prend fin entre le 1^{er} mars 2020 et le 1^{er} novembre 2020;

Que cette prolongation est reprise au sein du présent arrêté conformément à cet accord multilatéral;

Sur proposition de la Ministre de la Sécurité routière;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise de la formation à la conduite et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Sont automatiquement prolongés jusqu'au 31 mai 2021 inclus, les validités de documents et délais suivants qui expirent entre le 16 mars 2020 et le 30 mai 2021, tous deux inclus :

1° la validité de l'attestation de réussite de l'examen théorique visée à l'article 34, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et à l'article 8, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B;

2° le délai de trois ans durant lequel les heures de cours suivies dans une école de conduite sont prises en considération conformément à l'article 16, alinéa 3, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

3° le délai d'un an durant lequel la réussite de l'épreuve sur un terrain isolé de la circulation reste valable conformément à l'article 39, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

4° la validité de l'attestation de réussite du test de perception des risques visée à l'article 25, § 7, alinéa 6, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

5° la validité du certificat d'aptitude du test sur les capacités techniques de conduite, visé à l'article 25, § 6, alinéa 6, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

6° la validité limitée reprise dans l'attestation d'aptitude à la conduite arrêtée par un médecin du centre visé à l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

7° le délai de trois ans durant lequel la réussite de chacune des parties de l'examen théorique de qualification initiale et de l'examen théorique combiné reste valable conformément à l'article 29, alinéa 4, et à l'article 36, alinéa 6, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

8° le délai de trois ans durant lequel la réussite de chacune des parties de l'examen pratique de qualification initiale et l'examen pratique combiné reste valable conformément à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, et à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

9° la validité de l'examen théorique de qualification initiale visée aux articles 32 et 39 de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E. ».

Art. 2. Il est inséré un article 3bis au sein du même arrêté, rédigé comme suit :

« Art. 3bis. La validité des certificats de formation visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives expirant entre le 1^{er} mars 2020 et le 1^{er} novembre 2020 est automatiquement prolongée jusqu'au 30 novembre 2020. ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 11 mai 2020.

Art. 4. La Ministre de la Sécurité routière est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 24 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/43198]

24 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de rijopleiding en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de wet betreffende de politie van het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 23;

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de rijopleiding en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 juli 2020;

Gelet op het rapport van 3 augustus 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies 67.925/2/V van de Raad van State, gegeven op 3 september 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het besluit van de Waalse regering van 8 mei 2020 bepaalt dat de geldigheidsduur van de documenten en de termijnen voor de rijbewijsexamens die aflopen tussen 16 maart 2020 en 29 september 2020, beide inbegrepen, verlengd wordt tot 30 september 2020 om de houder de nodige tijd te geven om zijn stappen te ondernemen na het einde van de lockdown;

Gelet op het ministerieel besluit van het Vlaams Gewest van 24 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake mobiliteit en openbare werken, dat de houders van voorlopige rijbewijzen die vervallen tussen 16 maart en 30 december 2020 de mogelijkheid biedt om het praktisch examen op 31 december 2020 geldig af te leggen;

Overwegende dat het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 juli 2020 houdende maatregelen inzake rijopleiding voor de versoepeling van de lockdown om de verspreiding van COVID-19 in te perken, dat soortgelijke maatregelen neemt en een verlenging tot 31 december 2020 toestaat van de geldigheidsduur en de termijnen voor documenten in verband met rijbewijsexamens die aflopen tussen 13 maart en 30 december 2020;

Gelet op het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van bepaalde maatregelen met betrekking tot het rijbewijs in verband met de COVID-19-crisis, dat de geldigheidsduur van de voorlopige rijbewijzen verlengt tot 31 december 2020;

Overwegende dat de eerste doelstelling is om zich op één lijn te stellen met de Gewesten en de federale overheid om zo de samenhang op dit gebied voor de burger te bereiken;

Overwegende dat het uitstellen van de datum van automatische verlenging van 30 september 2020 naar 31 december 2020 evenwel geen bevredigende oplossing biedt voor de gevallen van "vertragingen", de overbelasting van de schema's van de examencentra en de rij scholen;

Overwegende dat ondanks de heropening strenge gezondheidsmaatregelen immers zijn toegepast, zoals maatregelen om het aantal deelnemers te beperken, waardoor de activiteiten niet volledig konden worden hervat;

Overwegende dat in het licht van de toepassing van deze regels, de vertraging die tijdens de periode van opschorting van de activiteiten is ontstaan, niet snel kan worden opgelost;

Dat deze modaliteiten nu zijn versoepeld, waarbij de overstap is gemaakt van crisisbeheer naar risicobeheer, zoals in andere sectoren (onderwijs, openbaar vervoer...);

Dat het wegwerken van de limiet op het aantal deelnemers echter niet de hele achterstand zal wegwerken;

Dat het merendeel van de schema's van de rij scholen en examencentra immers vol zijn tot het einde van het jaar;

Dat de komende drie jaar van de inwerkingtreding van de hervorming van het rijbewijs daaraan moeten worden toegevoegd, wat leidt tot een piek in de geldigheidstermijnen en dus tot een toename van het aantal te verwachten inschrijvingen;

Dat de crisis in verband met COVID-19 bovendien momenteel opnieuw toeneemt, zodat nieuwe beperkingsmaatregelen niet kunnen worden uitgesloten;

Dat, gelet op deze elementen, een verlenging tot 31 mei 2020, gelijk aan een jaar uitstel, gezien de datum van heropening van de rijopleiding, redelijk gerechtvaardigd lijkt gezien de verzoeken en de wachtlijsten bij zowel de rijsscholen als de examencentra;

Dat de uitbreiding van de verlenging het inderdaad mogelijk maakt om de aanwezigheidscurve in de examencentra aanzienlijk af te vlakken. Het doel is om tegen de tweede helft van 2021 terug te keren naar een normale situatie en om overbelasting in de examencentra te voorkomen, waardoor de naleving van de regels inzake social distancing die nodig is voor de bestrijding van het SARS-CoV-2-virus indirect bemoeilijkt zou kunnen worden;

Overwegende dat de verlenging van de geldigheid en de termijnen van de documenten met betrekking tot de rijbewijsexamens van 30 september tot 31 mei 2021 de examencentra in staat zal stellen de examens van de kandidaten die houder zijn van deze documenten beter te verdelen, en dus het aantal kandidaten dat het examen per dag en per uur moet afleggen, te verminderen;

Overwegende dat de vermindering van het aantal kandidaten per dag en per uur bijdraagt tot de Belgische strategie van geleidelijke afbouw van de lockdown en het vermijden van een mogelijke "tweede golf" van besmetting als gevolg van COVID-19;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is om over dit onderwerp te communiceren voordat de burgers die deze documenten in hun bezit hebben, zich naar de examencentra haasten en hun schema's nog verder overbelasten;

Dat er ook een mededeling zal worden gedaan aan de andere Gewesten en de federale Regering om een overleg over deze nieuwe verlenging voor te stellen;

Overwegende dat de andere Gewesten met een soortgelijke situatie worden geconfronteerd en dat alles erop wijst dat een nieuwe verlenging na 31 december ook van toepassing zal zijn;

Overwegende dat in artikel 2 van Verordening (EU) 2020/698 van het Europees Parlement en de Raad van 25 mei 2020 tot vaststelling van specifieke en tijdelijke maatregelen naar aanleiding van de COVID-19-uitbraak in verband met de vernieuwing of verlenging van bepaalde certificaten, getuigschriften en vergunningen, en het uitstel van bepaalde periodieke controles en periodieke opleidingen op bepaalde gebieden van de vervoerswetgeving, de in artikel 8, leden 2 en 3, van Richtlijn 2003/59/EG vastgestelde perioden en termijnen reeds zijn verlengd;

Dat op basis hiervan de termijnen voor de voltooiing van de bij- en nascholing door houders van een bewijs van vakbekwaamheid dat tussen 1 februari 2020 en 31 augustus 2020 afloopt, geacht worden met een periode van zeven maanden te zijn verlengd;

Overwegende dat de Multilaterale overeenkomst M324 van 24 maart 2020 op grond van sectie 1.5.1 van het ADR, betreffende het vakbekwaamheidscertificaat van de bestuurders overeenkomstig 8.2.2.8.2 van ADR en het scholingscertificaat voor veiligheidsadviseur overeenkomstig 1.8.3.7 van ADR voorziet in een verlenging tot 30 november 2020 van alle scholingscertificaten voor bestuurders van voertuigen die gevaarlijke goederen vervoeren en waarvan de geldigheid tussen 1 maart 2020 en 1 november 2020 afloopt;

Dat deze verlenging in dit besluit is opgenomen in overeenstemming met deze multilaterale overeenkomst;

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de rijopleiding en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. De volgende geldigheidsduur van documenten en termijnen die tussen 16 maart 2020 en 30 mei 2021 aflopen, worden automatisch verlengd tot en met 31 mei 2021 :

1° de geldigheid van het slaagattest voor het theorie-examen bedoeld in artikel 34, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en in artikel 8, § 1, 2° van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B;

2° de termijn van drie jaar waarin de lessen gevolgd in een rijsschool in aanmerking worden genomen overeenkomstig artikel 16, derde lid van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

3° de termijn van één jaar waarin het slagen voor de proef op een terrein buiten het verkeer geldig blijft overeenkomstig artikel 39, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

4° de geldigheid van het slaagattest voor de risicoperceptietest, bedoeld in artikel 25, § 7, zesde lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

5° de geldigheid van het bekwaamheidsgetuigschrift voor de test over de technische rijvaardigheden, bedoeld in artikel 25, § 7, zesde lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

6° de beperkte geldigheid die is opgenomen in het bekwaamheidsgetuigschrift voor het besturen van een voertuig, afgegeven door een arts van het centrum bedoeld in artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

7° de termijn van drie jaar waarin het slagen voor elk van de onderdelen van het theorie-examen van basiskwalificatie en het gecombineerd theorie-examen geldig blijft overeenkomstig artikel 29, vierde lid, en artikel 36, zesde lid, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

8° de termijn van drie jaar waarin het slagen voor elk van de onderdelen van het praktijkexamen van basiskwalificatie en het gecombineerd theorie-examen geldig blijft overeenkomstig artikel 35, § 1, tweede lid, en in artikel 42, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

9° de geldigheid van het theorie-examen van basiskwalificatie bedoeld in de artikelen 32 en 39 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E."

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *3bis*. De geldigheid van de opleidingsgetuigschriften bedoeld in artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren, die tussen 1 maart 2020 en 1 november 2020 aflopen, worden automatisch verlengd tot en met 30 november 2020."

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 11 mei 2020.

Art. 4. De Minister van Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 24 september 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/43230]

24 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon prolongeant les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise des activités suite à la pandémie de COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, articles 361 et suivants tels que modifiés ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 relatif au télétravail, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, pour ses dispositions encore applicables ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 9 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2020 portant des dispositions diverses de Fonction publique dans le contexte de la pandémie de coronavirus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de coronavirus et de la reprise progressive des activités ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise des activités suite à la pandémie de COVID-19 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juin 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 juin 2020 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 juin 2020 ;

Vu le Guide générique pour lutter contre la propagation du COVID-19 au travail issu de la collaboration entre le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, le SPF Emploi et l'Economic Risk Management Group, disponible sur le site Web du SPF Emploi ;

Considérant les décisions du Conseil national de Sécurité visant à organiser progressivement la sortie du confinement de la population belge ;

Considérant la nécessité d'organiser la reprise progressive des prestations en présentiel ;

Considérant la distanciation sociale qui doit être maintenue ;

Considérant que l'autorisation de télétravailler est normalement accordée à concurrence de maximum 2 jours par semaine ou 1 jour par semaine pour les agents de rang A5, B1, C1 et D1 ;

Considérant la nécessité de concilier la continuité des missions de service public, le respect des exigences sanitaires et les impératifs familiaux liés à la crise ;

Considérant que la proposition de prolonger les mesures a été évoquée lors de la réunion du Comité de Secteur XVI du 18 septembre 2020 et que les organisations syndicales ont donné leur accord pour qu'elle soit concrétisée dans un arrêté adopté en une seule lecture ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise progressive des activités suite la pandémie de COVID-19 sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2020, conformément à l'article 7 dudit arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2020.

Namur, le 24 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des Allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE